

# LA SOCIOLE

Feuille @-périodique du GDALE -  
Groupe d'Anarchistes de Lille et Environs

n°24  
Juin 2007

PRIX LIBRE

## ON VIENT D'EN PRENDRE POUR 5 ANS FERMES

## C'EST PAR LES LUTTES



## QU'ON SE FERA LA BELLE

Groupe D'Anarchistes  
De Lille et Environs



# UN JOLI TOUR DE FORCE ÉLECTORAL !

## SOMMAIRE

C'est du reste le grande leçon que nous tirerons de cette intense quinzaine électorale, presque aussi intéressante qu'une finale des chiffres et des lettres. Si la gauche redore son blason au moins en surface, le couronnement suprême reste la réussite éclatante de Sarkozy et l'important virage à droite ainsi entamé. Pour nous le résultat est le même. Les luttes contre le capitalisme et ses laquais n'en seront que plus âpres.

### 1er acte - Vote panique et amnésie collective

Première constatation, à la faveur du « traumatisme » de 2002, les trois grandes centrales républicaines ont rectifié le tir de 2002 et fait du vote utile une arme de leur nouvelle légitimité. TouTEs, de l'extrême droite à Bové, se sont félicité-e-s de ce regain de l'engouement électorale. Sarkozy en tête a vu là un signe intangible de la volonté des françaisES de ne « laisser personne décider à leur place » et par la même occasion un autre bon moyen de galvauder le sens des mots.

Mais derrière le taux de participation très élevé de ce dernier 22 avril, se cache une sacrée bonne opération de communication. A commencer par ce concept creux du vote utile qui, autant à droite qu'à gauche, a été constamment maintenu dans les médias depuis la claque de Jospin. On a ainsi été privé (à regret !) des candidatures des Boutin, Madelin, Chevènement, Pasqua et autre Taubira qui empiétaient un peu trop sur les parts de l'électorat républicain<sup>(1)</sup>. Comme quoi, il suffit de se mettre d'accord avant.

Le vote « utile », pour tenter d'en faire une notion de psychologie de groupe, consiste à réactiver le très naïf mais très enfoui sentiment civique, inculqué depuis la plus tendre enfance, à la faveur d'un contexte politique et social qu'on agite ici et là comme particulièrement pressant. L'impact du discours alarmiste et culpabilisateur peut alors avoir son effet (pour cette fois-ci en tout cas...). Encore un peu, et on tentait de nous faire croire que si Hitler est arrivé au pouvoir, c'est à cause des abstentionnistes.

Le tour est joué ! La surenchère habile ainsi dispensée couronne d'un coup d'un seul le règne du vote pour le moins pire, amenant aux urnes 12 millions d'électeurs/rices supplémentaires par rapport à 2002... mais ne change évidemment pas la donne politique pour un sou.

Pour aller plus loin dans le diagnostique, précisons que le vote utile nie toute perspective rationnelle de l'action politique et induit même, à la faveur d'une panique de groupe, une amnésie politique irrémédiable. C'est grave docteur ?

Non, il est très facile d'en réchapper, suffit de quelques piqûres de rappel maintenant que le bourrage médiatique est passé... Alors pour dissiper toute incertitude tenace rappelons-le : à droite comme à gauche on privatise, à droite comme gauche on précarise, à droite comme à gauche on expulse, à droite comme à gauche on quadrille de flics... et les élections n'ont jamais été qu'une affaire de continuité.

En fait, le résultat pour celles et ceux qui comptaient ainsi faire barrage à la droite dure en devient contre-productif. Alors qu'en 2002 on s'inquiétait d'un affaiblissement de la légitimité républicaine, en 2007 la Vème République en ressort flambant-neuve. Et paf ! pour les manifestantEs anti-Sarko du lendemain du second tour qui passent pour des casseurs et casseuses anti-démocrates. Les élections sont passées maintenant, tu peux la fermer, l'heure est revenue du fourgon de CRS à tous les coins de rue. Où est donc l'utile dans tous ça ? Loin du cirque électorale à l'évidence, encore faut-il parvenir à échapper à son matraquage tentaculaire.

Mais la résignation au vote n'a pas été le seul aspect du feuilleton électorale. Dans cette vaste opération de « recentrage » à l'anglo-saxonne, on a pu s'amuser aux jeux des différences avec le candidat de l'UDF, pur produit de la montée en neige médiatique. Du jour au lendemain, on a pu lire que François B (dit aussi « la France de toutes nos forces »), partisan de la réconciliation nationale et de la purée carotte à la cantine ferait 20% et pourrait se retrouver au second tour.

Ah ! Il est grand, il est beau notre troisième homme, et méfiez-vous, faucune manœuvre ne l'intimide le gaillard ! Bref, enfin une image rassurante et paternaliste pour nous

[(1) En fait, dans les petits calculs électorale, la guerre des cheffailonNES ne divise plus guère que la « gauche de la gauche », l'excentrique inventrice de l'expression « victoire électorale du mouvement social », celle qui ne manque pas d'auto-dérision.

p. 1 : **Fabuleuse affiche** à découper, photocopier, agrandir et coller partout, même dans ta chambre. Disponible sur le site

p. 2 à 5 : **Un joli tour de force électorale !**

p. 6 à 7 : **Sans PapierEs**

p. 8 à 101 : **Sarkafrique, le crime continue ?**

p. 8 : **La Françafrique, quesako ?**

p. 11 : **Retour sur les luttes en Guinée.**

p. 11-12 : **La Guinée, un parcours chaotique dans la Françafrique.**

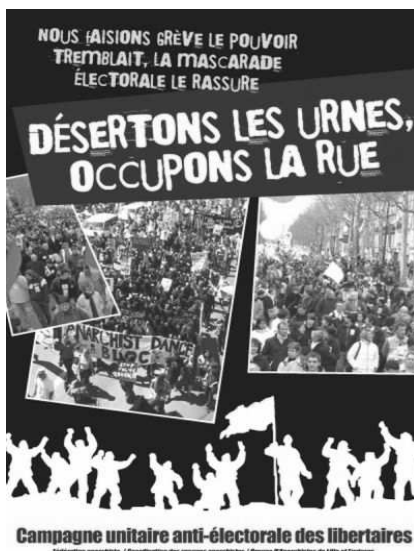
p. 13-14 : **Wiki, logiciels libres, gratuité.... Anti-capitalisme ou alter capitalisme ?**

p. 15 : **communiqué du collectif indymedia lille avant le procès du 14 juin**

★ **La Sociale - Feuille d'info du GDALE - Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs**

Contactez-nous :

**4 rue de Colmar - 59000 Lille**  
**lgroupeanarlille@no-log.org**  
**http://lille.cybertaria.org**



faire oublier tout le reste, une alternative fantoche qui aurait très bien pu faire trébucher une nouvelle fois le PS en triplant son score de 2002... On aurait alors bien ri avec l'éclatement du PS mais foncièrement on aurait pas vu la différence.

En tout cas, le François à certainement dû bien profiter des courbettes que lui ont fait les deux qualifiéEs du second tour. Et histoire d'affirmer qu'il a n'a plus rien à voir avec la droite, le bonhomme fait comme le Crédit Lyonnais, il change de nom. Dans le Mouvement Démocrate les FrançaisEs "trouveront pour les représenter une force de contre-pouvoir, libre, capable de dire oui si l'action va dans le bon sens et non si elle va dans le mauvais sens». Ouaw ! Radical ! Merci la télé.

A l'arrivée, si la démocratie bourgeoise donne l'impression de sauver les meubles face à la menace Le Pen, dans les faits il en est tout autrement. L'électorat sarkozien s'élevant à 11,5 millions de fanas du karcher dès le premier tour, il n'existe plus personne pour cacher la face lepéniste de notre nouvel élyséen, pas même Claire Chazal. A gauche aussi on a surenchéri sur le sécuritaire et réclamé plus d'ordre et de paix sociale (attention à ne pas s'y méprendre, de l' « ordre juste » dans le jargon social-démocrate, c'est juste de l'ordre). Quant à l'immigration, la scission droite/gauche ne se fait plus guère qu'autour de la miséricorde démagogique sur le cas des ch'tis-n-enfants-et-des-papys-sans-papiers-que-c'est-dégueulasse-de-les-arrêter-en-pleine-rue-quand-tout-le-monde-regarde.

Et Marine le Pen d'avoir le mot de la fin « c'est une défaite électorale pour le front, mais une victoire idéologique... ».

## La mort du FN ?

Sarkozy a piqué des voix au front, tous le monde l'a vu, personne ne s'en cache. Le vote utile à droite, ça marche aussi. Et si c'est plutôt drôle de voir le père Le Pen vexé le soir du premier tour, sa fille est là pour relativiser la nouvelle situation du front. Non, le FN n'est pas prêt d'accéder au pouvoir mais ses idées y sont déjà, relookées à la sauce républicaine. Immigration choisie, révision voire négation de l'histoire coloniale et française, traques et stigmatisation des immigréEs... Le FN n'a visiblement plus le monopole du haut-le-cœur.

Et il faut rajouter à la xénophobie ambiante le grand retour des valeurs réactionnaires : Travail, Famille, Nation. Quand dans l'entre deux tours Ségolène Royal ne voyait « pas de plus beau métier pour une mère que d'élever ses enfants à la maison », Sarkozy fait aujourd'hui dans la rhétorique paternaliste et intègre la très sainte Christine Boutin à son nouveau gouvernement (par ailleurs consultante du conseil pontifical pour la famille du

côté de chez Benoit XVI, anti IVG et anti PACS).

En fait, avec la claque des partis d'extrême gauche, minés par l'effet Royal dès le premier tour, on assiste à la constitution de deux tendances. Une droite extrême qui ratisse chez les cathos et qui va bientôt s'attaquer à l'électorat centriste et une gauche type « démocrate », proche de Bayrou. Avec le vote utile, plus besoin pour elle de faire semblant d'être de gauche, de toute façon depuis un bon moment plus personne n'y croit et on vote plus volontiers « anti-sarko » que Royal. Avec un tel schéma, c'est bien sûr le glissement à droite le mouvement tendanciel qu'il ne nous reste plus qu'à freiner désespérément en mettant notre conscience de côté et en votant Royal... Eh bien ce sera sans nous!



Et puis n'oublions pas la surenchère nationaliste dégueulasse. Dans leur bouche, faire du social revient à imposer *la Marseillaise* dans les écoles et le drapeau tricolore sur les balcons. Les relents de patriotisme marquent une fois de plus un retour aux valeurs de la soumission et de l'obéissance aux lois.

Et puis il y a l'inacceptable, la « rupture » façon Sarkozy. Le ministère qu'il nous a promis pendant la campagne associe immigration, identité nationale et aide au pillage de l'Afrique. Ce rapprochement immonde s'inscrit dans la trame d'un discours stigmatisant l'immigration comme un « problème » pour la société française, et dans la tradition d'un nationalisme fondé sur la méfiance et l'hostilité envers les étrangers et étrangères, l'État redevenant celui qui définit l'identité et le profil du bon patriote...

Après cela, plus personne ne peut prétendre à la mort du Front.

## Ilème acte - De la «real-politik» en carton, ça laisse sur sa faim d'autogestion.

Foncièrement, rien de nouveau sur la planète politicienne, quelques petits arrangements entre amiEs, un show bien chiadé, une poignée de mains fair-play et c'est reparti pour un tour. Rien, sauf peut-être la teneur particulièrement décérébrante de la campagne. Nous n'avons en fait eu le choix qu'entre du *people*, de la surenchère sécuritaire et un discours de droite économique bien étayé.

La politique-réalité n'a jamais autant ressemblé à une série *people*, les 6 mois de la campagne durant. Entre le frère de Royal qui a participé au sabotage du Rainbow Warrior, le débat sur qui paye l'ISF, la taille de Sarkozy, les gueguerres sur qui cite qui... Le débat politique n'a jamais volé aussi bas. Aujourd'hui, les filles et fils à papa crient «I love Sarko» comme illes se sont suicidéEs à la mort de Kurt Cobain.

Nous sommes à l'heure de la personnalisation à outrance du pouvoir politique et des mystifications : Sarko, sauveur suprême ou Sarko nouvel Hitler, faites votre choix. Le tout dans un agrégat confus d'images rassurantes, de clichés et d'une politique produit des logiques publicitaires abrutissantes. Dans cette démocratie spectacle façon troisième millénaire, où la télévision et les médias sont les seuls et uniques liens des individus avec leur représentation politique, tout est orchestré comme un grand show éblouissant auquel personne n'échappe. On n'y comprend plus rien, on ne sait plus qui joue « les faux-gentils ou les vrais méchants ». Surtout on oublie tout des réalités sociales et on les écoute promettre.

A l'arrivée, la nausée n'est pas juste l'affaire d'un grand méchant Sarko. La gauche n'a jamais promis d'abroger les réformes de la droite et au-delà d'un nouveau président diabolisé de manière assez naïve (et au plus grand bonheur des traîtres du parti socialiste en l'occurrence), notons que Sarkozy n'est en fait que le continuateur d'un mécanisme en marche depuis belle lurette. En fait si le discours dominant nous vend le vote utile pour mieux légitimer sa domination, il n'y a pas pour autant, comme il n'y a jamais eu aucun contre-courant idéologique portée par la sociale-démocratie.

Mais avec une telle confusion dans l'imagerie politique et une telle chape de plomb médiatique sur les questions sociales, ce qui ressort, passé ces scrutins, c'est l'apathie générale à réagir efficacement contre les réformes anti-sociales, d'où qu'elles viennent. Après de tels plaidoyers capitalistes, inoculés de manière hégémonique, les luttes sociales s'en retrouvent comme groggy. C'est bien là le but des élections : nous gaver comme des oies pendant deux mois, que nous baissions notre garde pour que tout reparte de plus belle. Cette logique « diabolique », il serait enfin temps de la casser. Marre de se faire bouffer par leur petit jeu ! C'est ce que tardent à comprendre les structures d'extrême gauche qui continuent à soutenir l'illusion de la complémentarité entre luttes sociales et processus électoral. L'alternative se trouvera une fois la question amenée sur le terrain des luttes, lorsque c'est nous mêmes qui poserons les conditions de sa résolution, pas avant, et pas dans des votes désespérés.

## Les nouveaux discours capitalistes

En matière de sécuritaire, c'est la fuite en avant. Royal n'ayant eu de cesse de surenchérir qu'il manque encore des flics pour quadriller nos rues, que l'encadrement militaire et les centres fermés pour les jeunes feraient partie de son programme de prévention, on peut dire qu'on a eu chaud. Avec Sarko qui promet des peines planchers

exemplaires et des récidivistes à vie derrière les barreaux, on peut dire qu'on va avoir chaud. Il est par ailleurs hallucinant de voir à quel point le débat sur le tout-sécuritaire est d'une mauvaise foi exemplaire, se nourrissant des fantasmes individuels montés en neige pour criminaliser la misère et les mouvements sociaux à tour de bras. C'est en définitif le principal rôle du système carcéral, celui d'une voiture-balai de ceux et celles qui n'ont pas adhéré au dogme du travail salarié.

Pour comprendre l'état d'avancement du processus sécuritaire rappelons la mise en place du fichage ADN, l'introduction des logiques pathologiques dans le traitement de la délinquance, le flicage à l'école via notamment la mise sous tutelle des allocations familiales, la mise en place des centres fermés, le fichage individuel depuis l'enfance (base élève) et la création du « casier social » à l'échelle de la mairie, la généralisation de la comparution immédiate et de la justice expéditive etc etc.

Mais qui dit bond en avant des logiques sécuritaires, dit démantèlement du secteur social. Trop cher ! Et puis y a la dette de l'état qu'on agite comme un pantin pour nous faire accepter les suppressions de postes dans l'éducation par exemple. Sarko le dit clairement, il va falloir faire une purge chez les fonctionnaires (mais certainement pas dans la police) et sacrifier le service public qui plombe le budget... alors que les exonérations fiscales vont bon train dans les entreprises, que l'ISF doit parallèlement être allégé et les héritages défiscalisés... Il

est clair qu'il a manqué d'une analyse de classe dans cette affaire, elle saute pourtant aux yeux.

On nous a aussi parlé de redorer la valeur travail, qu'il fallait aider les Rmistes à avoir une image positive d'eux et elles-mêmes pour arrêter de se morfondre. On nous a ainsi parlé du chômage comme problème structurel et promis comme d'habitude le plein emploi pour le plus grand bien de touTEs.

Cet objectif mise en réalité sur la flexibilité à outrance du marché du travail et l'instauration du contrat de travail unique. L'horizon, c'est l'esclavage salarié : un Code du travail démantelé, la suppression des différentes durées légales du travail, du contrat à durée indéterminée, l'extension du CNE et des contrats ultra précaires, temporaires et sans recours, le flicage en cours des bénéficiaires des allocations chômage et du RMI, sans oublier la limitation du droit de grève par la généralisation du service minimum.

Pour justifier tout ça on nous ressasse le trip d'une économie au bord du gouffre, alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses produites dans ce pays. Comme toujours, le seul bon remède serait la relance de la croissance écono-

**NI DIEU NI MAÎTRE !**



mique. Ils/elles n'ont que ce mot à la bouche, mais personne pour en donner une définition objective. Allons-y, la croissance c'est, selon la définition classique : « l'augmentation soutenue sur une longue période d'un indicateur de richesse en volume ». Plus de richesses donc... Et après? Pour qui? Pour quoi?

Quelqu'unE reconnaît-il une seule seconde que la croissance se nourrit du chômage pour fomentier le chantage au travail précaire (main-d'œuvre pas chère, cela assure plus de valeur ajoutée pas vrai?). Dans cette même logique, « croissance » équivaut à encourager les délocalisations, à rendre plus flexibles les salariéEs avec les myriades d'emplois kleenex que l'on connaît aujourd'hui. Produire plus, à tout prix, tout et n'importe quoi pourvu que cela soit générateur de profits. Voilà comment on couronne la mise en place du nucléaire et comment on pousse les logiques productivistes vers le suicide environnemental. Et voilà aussi comment on se fout éperdument de l'utilité sociale pour faire du fric coûte que coûte, pour le plus grand bonheur d'une minorité. Il n'y a pas là matière à épiloguer : la croissance, c'est la régression sociale

### **Ille acte ? - Troisième tour social et perspectives anarchistes**

Au cœur de la tornade électoraliste, nous avons tenu le coup. Les anar-



chistes n'ont pas voté pour la plupart, quitte à figurer comme des extraterrestres irresponsables (comme en 2002, comme en 1995...comme toujours). L'abstention révolutionnaire, c'est affirmer qu'il y a d'autres alternatives au vote sous contrainte et au plébiscite de la démocratie déléguée.

Notre objectif n'est pas d'accabler l'électeur/trice mais d'infléchir en faveur d'une prise de conscience collective. Le changement social ne sera pas le fruit d'actes désespérés et de postures attentistes.

Difficile d'y voir clair quand le travail et les médias nous atomisent la tête et nous dépossèdent de notre capacité d'action et d'analyse politique. Nous en sommes réduitEs au rang de spectateur/trices des événements qui défilent sous notre nez. Dans ces conditions, ne pas aller voter



devrait nous donner d'avantage l'impression d'être réduitEs au silence et le sentiment coupable de n'avoir aucune prise sur nos choix de société ? Mais nous savons pertinemment que le bulletin de vote est l'arme de l'ordre en place, le déguisement grossier de l'omnipotence des organisateur/trices du capitalisme et que l'alternative est ailleurs.

En guise de conclusion, la notre est simple: rien n'a changé et tout va continuer. Nous ne luttons pas contre un homme en particulier mais contre sa politique, contre leur politique. Une politique qui se concrétise aujourd'hui par le retour des barronNEs de la droite aux commandes. Mais Sarkozy et consorts ne sont pas arrivés au pouvoir le 6 mai. Ils l'étaient déjà avant et avec un bilan bien chargé à leur actif tout comme la gauche avant eux. Loi CESEDA contre les sans papierEs, prévention de la délinquance, CNE...la suite sera forcément du même acabit. Le temps est pour nous comme toujours d'organiser la riposte collective.



★ **Vert sécuritaire.** Prolifération sécuritaire. Transpole et la CUDL installent plus de 2500 caméras dans les rames de métro et les bus, ajoutées aux 1200 caméras installées en 2001. Les premiers travaux commencent en juillet. L'argument d'Eric Quiquet, vice-président vert de la commission aux transports, est que "ça marche" (au pas ?) pour convaincre plus de nouveaux usagerEs.

★ **Fichage dès le plus jeune âge.** Le fichier base-élève qui flique les enfants des écoles se généralise et entre en application dans la région l'année prochaine. Dans les champs obligatoires, la nationalité et la date d'entrée sur le territoire français. Gageons que les préfetures et les futurs Benisti sauront en faire mauvais usage !

★ **Répression anti-OGM.** Le 24 mai dernier, 32 militantEs anti-OGM ont été condamnéEs par le tribunal correctionnel d'Orléans à des peines de 3 et 6 mois de prison avec sursis suite à la destruction d'un champ d'essais de maïs OGM de 3000 m<sup>2</sup> de la compagnie Monsanto à Villereau (Loiret). Les prévenuEs ont été également condamnéEs à des amendes de 1500 à 3000\$ et à la privation des droits civiques, civils et de famille pour 1 et 2 ans. Parmi eux, certainEs ont été condamnéEs à 4 mois pour le fauchage et 2 mois pour le refus de prélèvement de prélèvement génétique.

★ **Répression anti-OGM bis.** La Cour de cassation a rejeté le pourvoi déposé par les 39 Faucheurs Volontaires condamnés en 2006 par la Cour d'Appel d'Orléans pour le fauchage d'une parcelle de maïs OGM en août 2004 à Greneville (Loiret). G. Wanderpepen, A. Rimbart (conseillère municipale de Baisieux) et D. Plancke (conseiller régional et conseiller municipal de Lille), sont condamnéEs à 2 mois de sursis. J.-E. Sanchez, ancien porte parole de la Confédération Paysanne a été condamné à 2 mois de prison ferme.

# PAS DE TRÊVE POUR LES SANS PAPIER-E-S

Une fois de plus, la campagne électorale n'a pas offert le moindre espoir aux centaines de milliers de personnes qui attendent la régularisation de leur situation sur le territoire français. La seule différence entre les candidat-e-s : plus ou moins d'"humanité" dans le traitement des dossiers au cas par cas.

## Sous la gauche...

En 1997, sous la pression d'un mouvement fort suite aux mobilisations massives de soutien aux sans-papier-e-s lancées par les occupations des églises Saint Bernard et Saint Ambroise, Lionel Jospin avait promis une régularisation globale. Il n'appliquera pas cette promesse : le Ministre de l'Intérieur Chevènement proposera une régularisation sur la base de dix critères. Plus de 160.000 dossiers sont déposés, et à peine la moitié font l'objet d'une régularisation. L'arbitraire règne en maître dans l'application de ces critères et on se rend bien vite compte que les préfetures et le ministère, de droite comme de gauche, ne comprennent qu'une chose : le rapport de force. Ainsi le comité des sans-papiers du Nord (CSP59) mènera 7 grèves de la faim sous les gouvernements Jospin, toutes aboutissant à des accords de régularisation plus ou moins favorables.

## Sous la droite...

Depuis 2002 la législation sur l'entrée et le séjour des étranger-e-s en France a reçu un grand coup de balai avec la loi CESEDA promue par le gouvernement, et les nombreuses circulaires d'application qui ont été publiées. Parmi celles-ci, certaines invitaient les flics à contrôler les personnes présentant "des signes extérieurs d'extranéité" (!), d'autres leur conseillaient de faire des contrôles près des lieux où l'on trouvait beaucoup d'étranger-e-s (foyers de travailleurs, etc.), ou encore à convoquer les demandeurs pour un rendez-vous en préfecture qui se transformait en arrestation-surprise. On n'oublie pas non plus que l'obsession était du faire du chiffre en matière d'expulsions : il fallait annoncer un nombre d'expulsions pour l'année et y parvenir précisément. Inutile de dire qu'un traitement "juste" des dossiers au cas par cas s'accommode mal de cette logique comptable.

Il s'agissait pour la droite et pour le Ministre en campagne de se donner une image d'homme d'action, celui qui règle les problèmes. Pour ce qui est de l'action nous avons été

gâté-e-s, mais pour les résultats... Il suffit d'observer la situation dans le Calaisis. La fermeture du camp de Sangatte, orchestrée devant les caméras le 30 décembre 2002, n'a en rien réglé les choses : aujourd'hui plusieurs centaines de personnes errent quotidiennement dans Calais et ses alentours, vivant dans des conditions effroyables en attendant un hypothétique passage de l'autre côté de la Manche. La situation à Calais est à l'aune de l'ensemble des politiques répressives menées contre les sans-papier-e-s depuis des années. On fait semblant de régler le problème en régularisant quelques

milliers de personnes et en annonçant une "grande fermeture", alors qu'on sait bien que les centaines de milliers de personnes restées sur le carreau sont toujours sur le territoire. Et elles sont bien utiles ! La compétitivité de l'industrie nationale en dépend ! Combien de personnes travaillent sans droit ni titre dans les exploitations agricoles, sur les chantiers, dans des ateliers clandestins ? Nos cher-e-s dirigeant-e-s le savent bien, le patronat adore cette main d'oeuvre qui trime sans demander son reste, sans couverture sociale, sans heures sup', sans syndicat, qu'on peut virer du jour au lendemain. Il en faudra des réformes du droit du travail avant de parvenir à trouver des travailleur-euse-s à des tarifs aussi avantageux !

**Aujourd'hui SurExploitéEs  
... demain ExpulséEs ?**



1groupeanarchiste@no-log.org

**Même Classe, même Combat  
Régularisation de touTEs les Sans PapierEs  
POUR L'INTERNATIONALE  
GREVE GENERALE !**

Groupe D'Anarchistes de Lille

## Les sans-papier-e-s en campagne

Toutes les mesures prises entre 2002 et 2007 ne l'ont pas été d'un seul coup, et leur avancée a été le résultat d'une gradation suivant le cours des (non-)réactions de l'opinion. Ainsi la mobilisation du Réseau Education Sans Frontières et la médiatisation de ses actions ont offert un sursis pour de nombreuses familles sans papiers. Mais la faiblesse du soutien aux sans-papier-e-s a permis de laisser le champ libre à ceux qui aiment se réclamer d'une "droite décomplexée", et la pression à l'ouverture de la campagne électorale était telle que l'on a à peine entendu quelques discours humanitaires. On avait jusqu'ici coutume de considérer que les périodes pré-électorales étaient favorables aux sans-papier-e-s : ne voulant pas risquer de scandale exploitable médiatiquement, les autorités se faisaient plus coulantes. Ce n'est pas le message qu'ont envoyé Sarkozy et son remplaçant Baroin pendant les dernières semaines de campagne : nombreuses expulsions de parents d'enfants scolarisés dans le XXème

(suite de la p.6)

arrondissement, l'affaire de l'école de la rue Rampal, répression d'enseignants militants du RESF dans les Bouches-du-Rhône et ailleurs, procès contre des militant-e-s anti-expulsion, rafles sur les lieux de distribution des Restos du coeur... Parmi les expulsé-e-s des dernières semaines, beaucoup avaient déposé des dossiers de demande de régularisation car illes entraient dans les critères définis par la circulaire Sarkozy de juin 2006. Certain-e-s ont été arrêté-e-s dans des ateliers clandestins, mais croyez-vous que ces patrons esclavagistes ont été inquiétés ? Pas le moins du monde...

En face, au PS, le vide sidéral : on était à peine étonné que Ségolène Royal ne réplique même pas quand, lors du débat télévisé, Nicolas Sarkozy lui dit que "puisque nous sommes d'accord sur l'immigration, passons à un autre sujet" ! Du bout des lèvres (la question des sans-papier-e-s était la toute dernière abordée dans le "pacte présidentiel" du PS), on comprenait qu'on nous proposait une régularisation au cas par cas en fonction de critères de durée de résidence (10 ans), d'enfants scolarisés, etc. : autrement dit, plus d'humanité dans l'expulsion.

Bref, la position du PS consistait à faire comme Sarkozy mais plus soft, comme dans tous les autres domaines finalement. C'est ainsi que le débat politique institutionnel s'est droitisé à une sacrée vitesse ces derniers temps : pour éviter le retour du méchant Le Pen, Sarkozy lui pique ses thématiques et ses idées, et comme c'est lui qui fait toute l'animation de la campagne, les autres le suivent à la trace en à peine moins violent. Le raid policier sur l'école maternelle de la rue Rampal suscite l'indignation, mais pas de proposition alternative. Le terme d'immigration choisie, mis sur la table par Sarkozy, n'est même pas contesté ! Tout le monde est finalement prêt à assumer le pillage des cerveaux des pays pauvres et à refuser de reconnaître que leur pauvreté est la source de la richesse de nos économies.

A Lille, comme d'habitude le comité des sans-papier-e-s s'est invité là où personne ne l'avait pas souhaité : dans la campagne électorale. Et comme d'habitude, l'accès aux meetings du PS et de l'UMP lui a été refusé. Il a fallu bloquer tout le centre-ville avec une double manifestation pour obtenir un rendez-vous avec une sous-sous-fifre de l'UMP. Le PS a fini lui aussi par se rappeler qu'il y avait des sans-papier-e-s lors de l'occupation de la fac de droit, 2 jours avant le 2ème tour : Bernard Roman (député de la 1<sup>ère</sup> circonscription) est venu faire un discours de soutien alors que l'avant-veille sa candidate n'avait pas été foutue de marquer la moindre différence avec Sarkozy. Par contre le charitable François Bayrou a reçu bien gentiment les sans-papier-e-s dans son meeting... pour ne rien leur promettre ben sûr !

## Pour la liberté de circulation et d'installation !

Reste que, face à la droite comme face à la gauche, ce sont en grande partie les rapports de force locaux qui déterminent les régularisations. Ainsi la mobilisation continue des sans-papier-e-s de Lille depuis 1996 est une vraie épine dans le pied de toutes les autorités qui se sont succédées. Outre les manifestations hebdomadaires, le CSP interpelle systématiquement les politiques et a organisé deux grèves de la faim en 2003 et 2004. La dernière grève a débouché sur la régularisation des participant-e-s (553 personnes), mais aussi sur un accord de "prévention des grèves de la faim" : plus de 60 dossiers examinés chaque mois lors de rencontres avec le CSP, le MRAP, la Cimade et la LDH sur les critères d'"attaches familiales", de "risques encourus dans les pays d'origine" et de "preuves d'intégration". L'application de cet accord est aujourd'hui décevante et plus de la moitié des dossiers présentés restent sur le carreau, (il y a des variantes au refus : on peut s'entendre dire que les réponses sont "différées" ou "en instance").



Pour appuyer sa revendication de régularisation de tous les dossiers présentés lors de ces rencontres mensuelles, le CSP a lancé début avril un mouvement d'occupations : mairie de Lambersart (chez M. Daubresse, proche de Sarkozy), fac de droit, Cité des Entreprises à Marcq en Baroeul, World Trade Center (!) de Lille. La réaction du patronat, propriétaire de ces 2 derniers lieux, est sans ambiguïté : intervention des flics immédiate et sans discussion possible. Face aux refus successifs et au désespoir causé par une attente interminable aux résultats arbitraires, beaucoup de sans-papier-e-s ne voient plus qu'une solution : la grève de la faim.

Bon an mal an, on en arrive à des estimations de plus de 400.000 sans-papier-e-s sur le territoire...

On l'a dit et redit, les sans-papier-e-s seront les premières victimes du nouveau règne de Sarkozy à l'Élysée. Mais ce ne seront pas les seules victimes de la droite de gouvernement et du système politique et économique. Celles et ceux qui travaillent, qui sont au chômage, qui sont isolé-e-s ont beaucoup à perdre face au rouleau-compresseur du capitalisme libéral et à ses zélés petits soldats. Et chaque fois que le pouvoir écrase un peu plus la gueule des sans-papier-e-s, ce sont les droits de chacun-e qui reculent, ce sont les libertés de chacun-e qui sont attaquées. Beaucoup sont conscient-e-s de la nécessité de les soutenir dans leur lutte, et le nombre de participant-e-s aux manif hebdomadaires du CSP a augmenté depuis avril. Le combat pour la régularisation des sans-papier-e-s est une lutte importante et nous devons l'élargir à la lutte pour la liberté de circulation et d'installation totale sur la planète. Les frontières sont aujourd'hui un moyen essentiel d'opprimer les populations, non seulement en les laissant à la merci de dictateurs ou de milices sanguinaires, mais aussi en les enfermant dans des conditions de pauvreté et d'exploitation qui ne font qu'empirer.



# SARKAFRIQUE, LE CRIME CONTINUE !

Le nouveau président, afin d'humaniser sa politique xénophobe d'expulsion des sans papiers, prétend coupler fermeture des frontières et véritable aide au développement des pays pauvres, notamment africains. Alors va-t-il rompre avec la politique françafricaine de détournement de l'aide publique au développement<sup>(1)</sup> (APD)? Va-t-il cesser de soutenir les pires dictateurs du continent africain? Arrêter d'aggraver la misère des populations, de remplir les poches des partis métropolitains, de patronner véreux au nom d'une défense du pré carré français en Afrique contre les méchants anglo-saxons?

## D'inquiétants signes précurseurs <sup>(2)</sup>

Nous pouvons douter d'un assainissement des relations franco-africaines. Avant même le premier tour, Sarkozy candidat, tout comme Bayrou, rencontra Omar Bongo<sup>(3)</sup>, le doyen des dictateurs françafricains, soutenu par la France depuis 1967. C'était là l'occasion de rassurer ce beau monde avec lequel le nouveau président a quelques accointances (des amitiés avec Bongo, mais aussi Sassou Nguesso, Mohammed VI du Maroc, des caciques algériens, etc.). Depuis l'élection, le premier chef d'état accueilli ne fut autre d'ailleurs que le bon Omar. Le cap du soutien aux dictateurs africains semble donc maintenu.

Sarkozy était, jusqu'aux dernières élections, maire de Neuilly et président du conseil Général des Hauts de Seine, l'ancien fief de Pasqua. Ce dernier en a fait un haut lieu des magouilles RPR et du ré-investissement en France du détournement de l'APD. ?levé au biberon pasquaïen, le nouveau locataire de l'Élysée n'a jamais condamné les basses oeuvres de son mentor, les

quelques audits entamés dans le fief des Hauts de Seine n'ont jamais abouti et certaines officines françafricaines du département comme *Coopération 92* ont pu poursuivre leurs sinistres actions.

Bien sûr, on trouve ça et là quelques remises en causes des relations passées entre la France et ses anciennes colonies et même la volonté de "se débarrasser des réseaux d'un autre temps, des émissaires officieux". Cependant le poids de l'Afrique dans l'économie africaine est systématiquement minoré, l'action du patronat français en Afrique louée. Au total, c'est un bilan plutôt positif des relations franco-africaines qui est dressée et on note même une certaine mystique coloniale. Bref, aucun véritable changement de cap n'est annoncé de la part de l'ancien ministre de l'intérieur. Au contraire ! Après son élection, dans une tentative d'ouverture à gauche, il rencontre Hubert Védrine, pressenti un temps comme ministre des affaires étrangères. À ce poste sous Jospin et surtout du temps où il officiait comme secrétaire général de l'Élysée de Mitterrand, il a oeuvré (ou soutenu tout au moins) à la création des réseaux socialistes françafricains qui ne valent pas mieux que ceux de Foccart, Pasqua ou Chirac. Les amitiés

(1) : Pour commencer sur la question, lire la petite brochure de synthèse réalisée par les Renseignements Généreaux : *A qui profite l'aide publique au développement ?*, 2006, disponible sur leur site : <http://www.les-renseignements-geneaux.org/>

(2) : Lire *Survie Isère : Françafrrique : le réseau Chirac, la relève Sarkozy ?*, 2007.

(3) : Voir *La Lettre ouverte de Survie à Nicolas Sarkozy, François Bayrou et aux candidats attirés par les tentations françafricaines...* du 9 avril 2007, consultable sur le site de Survie France : [www.survie-france.org](http://www.survie-france.org)



## LA FRANÇAFRRIQUE QUESAKO !

La Françafrrique est un terme qui désigne l'exploitation néo-coloniale de pays africains par l'ancienne métropole française. Reprenant un propos cynique de l'ancien président ivoirien Houphouët, tête de pont de cet impérialisme, l'association Survie a forgé le concept en 1997 puis l'a popularisé au point qu'il est passé dans le langage courant.

Dans un esprit de lutte paranoïaque contre l'influence anglo-saxonne, la Françafrrique traduit la mainmise française sur l'ancien empire colonial, comme si les indépendances n'avaient été qu'un moyen habile de limiter le coût de l'occupation (administration coloniale, lourds contingents policiers et militaires, etc.) sans en perdre le bénéfice. En effet, dès 1958, De Gaulle et Jacques Foccart mettent en place une Communauté franco-africaine dirigée par le second, véritable éminence grise des sales coups de la République jusqu'à sa mort en 1997. Au delà du franc CFA, les nouveaux pays se placent sous la coupe du grand frère français qui est prêt à traquer toutes velléités d'indépendance réelle les armes à la main comme il le fit au Cameroun. Cette première répression néo-coloniale de l'armée française déboucha sur un véritable massacre en pays Bamiléké en 1960-1961.

Cette exploitation est organisée par « une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'aide public au développement ». À l'origine, seul le réseau Foccart exerçait ses basses oeuvres dans l'ancien empire français via les services secrets, les troupes cantonnées en Afrique, des mercenaires comme le célèbre Bob Denard, des entreprises para publiques comme Elf, des marchands d'arme comme Pierre Falcone, etc. Ce réseau initial reversait une partie de l'argent détourné aux partis politiques français, aux dictatures africaines, les différents intermédiaires à coup de rétro-commissions, c'est-à-dire des commissions occultes versées sur des comptes basés le plus souvent dans des paradis fiscaux comme le Luxembourg ou les îles Caïmans. Depuis, les réseaux se sont multipliés, non seulement autour des nouveaux pontes du pouvoir politique français (Mitterrand, Chirac, Pasqua) mais aussi d'entrepreneurs comme Bolloré ou Bouygues. Ces acteurs peuvent alors se concurrencer sauvagement ou s'unir pour soutenir les génocidaires rwandais ou le sanglant Sassou Nguesso du Congo-Brazzaville.

(suite de la p.8)

avec le bétonnier Bouygues (enrichi notamment avec la construction "d'éléphants blancs" en Afrique, ces projets inutiles et inachevés, financés par l'APD) ou le marchand d'armes Lagardère n'augurent pas de bonnes choses pour les AfricainEs. Enfin, toute la presse s'est plus ou moins scandalisée des vacances post-électorales de Sarko sur le yacht après voyage en jet privé de Vincent Bolloré. De telles amitiés et les affirmations de classe ne méritaient sans doute pas de tels cris d'orfraie. En revanche, les liens plus inquiétants de Bolloré avec la Françafrique ont presque unanimement été passés sous silence. C'est là-dessus, que nous voulons revenir<sup>(4)</sup>.

## Bolloré, un groupe branché en Afrique<sup>(5)</sup>

Le groupe du Breton Vincent Bolloré, avec un chiffre d'affaires en 2006 de 6 milliards d'euros, est l'une des plus importantes sociétés françaises et européennes. L'aventure du groupe commence à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle dans le papier, dont le fameux papier à cigarette OCB. C'est de là que vient son penchant pour les plantations et la surexploitation forestière en Afrique. Depuis, le bon Vincent a su faire fructifier le capital familial pour devenir la 451<sup>ème</sup> fortune mondiale avec 1,7 milliards de dollars selon le magazine *Forbes*. Il arrive à la célébrité médiatique par des coups boursiers retentissants comme la tentative d'OPA hostile sur Bouygues en 1997. Formé dans le milieu obscur de la banque chez Rotschild, il poursuit un temps dans cette voie en récupérant notamment Rivaud, la banque du RPR. Il s'intéresse rapidement aux transports maritimes en rachetant en 1991 la SDV (Scac Delmas Vieljeux) puis l'entreprise Saga de Pierre Aïm en 1996. Il augmente alors sa fortune en essayant de contrôler toute la chaîne du transport maritime en Afrique. Il se recentre finalement sur les installations portuaires avant de lorgner sur le ferroviaire. Pour toutes ces opérations, il profite des privatisations imposées par les instances financières internationales. Afin d'assurer ses arrières, déjà largement sécurisés par l'APD, il est lié d'amitié avec François David, président de la COFACE, cette entreprise qui garantit, essentiellement à partir de fonds publics, les investissements à l'étranger. Avec tout le cash gagné en Afrique, Bolloré a su diversifier son groupe dans l'industrie électrique et dans les médias (Havas, CSA, SFP, la chaîne de la TNT Direct 8, des journaux gratuits, etc.) faisant passer la part africaine de son chiffre d'affaires à seulement 17% en 2007. Cependant, comme l'ont fait Bouygues ou Lagardère, il renforce de la sorte sa position en France pour mener à bien ses basses oeuvres enrichissantes tout en se couvrant d'un éventuel retournement de situation en Afrique, la multitude des réseaux n'étant pas un gage de stabilité (et la stabilité n'étant pas non plus à rechercher pour accumuler les profits).



## Un Roussin et un affairiste, deux poissons pilotes pour l'Afrique.

Pour ses magouilles africaines, le patron breton est bien entouré. Le vice président de Bolloré Afrique n'est autre que Michel Roussin, gendarme, ancien haut responsable des services secrets et du RPR (directeur de cabinet de Chirac à la mairie de Paris, tombé pour financement occulte), ancien ministre de la coopération (c'est-à-dire coordonnateur de la Françafrique), président d'une filiale africaine du bétonnier Eiffage... N'en jetez plus la coupe est pleine, c'est une véritable synthèse : barbouze, politiciard, affairiste.

L'autre ancienne (ils sont fâchés depuis) éminence grise de Bolloré est Pierre Aïm. Magouilleur tombé pour détournement de fonds à Paris, réfugié au Sénégal auprès des présidents Diouf puis Wade, il est le grand ami des dictateurs africains : le Tchadien Idriss Déby, le Congolais Sassou-Nguesso, qui ont été "top" avec lui comme il le déclare dans un entretien hallucinant au *Quotidien sénégalais* du 7 juillet 2006, le Marocain Hassan II, Bédié l'ex président ivoirien qui a lancé le premier le concept raciste "d'ivoirité"... En dehors de ses affaires françaises, Aïm oeuvre en Afrique dans les télécommunications et le transport via sa société Saga revendue à Bolloré en 1996. Il entre alors dans le groupe de ce dernier. On reparlera du soutien indéfectible au boucher Sassou-Nguesso, mais précisons qu'Aïm aurait utilisé sa société pour fournir du matériel militaire aux génocidaires rwandais.

## Bolloré et les dictatures.

Aux côtés de différentes officines françaises, Bolloré, aidé par ses deux sinistres adjoints, a donné un sérieux coup de main à Sassou-Nguesso, beau père de Bongo, pour reprendre le pouvoir au Congo Brazzaville. L'ancien chef d'état (1979-1991), écarté du pouvoir, ruminait dans son coin. Devenu seigneur de la guerre à la tête de ses Cobras, aidé par les réseaux françafricains<sup>(6)</sup>, il s'empare de nouveau du Congo par un coup d'état en octobre 1997. La guerre civile débutée en juin 1997 qui précède le retour de Sassou à la tête du pays a fait 10 000 morts.

(4) Au passage selon *le Monde* du 11 mai 2007, les amitiés Sarko-Bolloré sont récentes. En effet, Bolloré est en froid avec les patrons amis de Sarko: Lagardère et Bouygues depuis sa tentative d'OPA hostile sur le groupe de ce dernier. Ce rabiboilage serait dû à Gérard Longuet, son ex ancien beau-frère, cacique du RPR tombé pour détournement de fonds publics, sénateur UMP et ancien dirigeant du groupuscule d'extrême droite Occident.

(5) Sur cette question lire tout particulièrement le *dossier noir n°15 : Bolloré : monopoles, services compris. Tentacules africaines*, 2000, L'Harmattan et FX Verschave : "la résistible ascension du tandem Bolloré-Roussin" in *Noir Silence*, pp.396-403, 2000, les Arènes.

(6) En 1995, il s'installe au Vésinet, près de Paris, pour prendre contact avec ses futurs mentors, qui vont le ramener au pouvoir dans les bagages de l'armée angolaise, une multinationale de mercenaires, des résidus du Hutu Power rwandais et de troupes spéciales zairoises fidèles à Mobutu.

Une fois au pouvoir, Sassou, toujours soutenu par l'État français, se lance dans une politique de dilapidation des fonds publics pour mener un fastueux train de vie. Plus grave, il se lance dans une politique d'épuration ethnique responsable de probablement plus de morts que les conflits du Kosovo, du Timor oriental et de la Tchétchénie réunis. Une mission de l'ONU établit en 1999 que cette sinistre politique a fait passer la population des villes de Nkayi et Dolisie de 120 000 à 3 500 habitantEs compte tenu des massacres et de l'exode.

Cependant, il n'y a pas là de quoi empêcher les affaires de Bolloré. Celui-ci se trouve bien payé de son aide. Profitant de l'isolement international du Congo-B, il obtient un quasi monopole sur la logistique pétrolière et les transports. Ainsi, il profite de la privatisation pour devenir, à la fin 1998, l'actionnaire majoritaire de la SCTM (Société Congolaise des Transports Maritimes), une société de droit (opaque) luxembourgeois (comme Clearstream). Cette société récupère 40% des droits de transit (qui peuvent s'élever jusqu'à 100 000\$ par jour grâce au pétrole). A la tête de cette société, il place le neveu de Sassou: Willy. Avec l'aide de Pierre Aïm, il fonde encore la société Rail, qui gère les chemins de fer et les infrastructures de stockage. Enfin, il récupère une bonne part de la superficie forestière qu'il peut alors joyeusement exploiter.

Bolloré et ses acolytes ne limitent pas leurs basses oeuvres au seul Congo. Ils ont été très présents en Côte d'Ivoire du temps d'Houphouët (co-paternel de la Françafrique avec Foccart). Soutiens indéfectibles du Tchadien Idriss Déby, ils ont manqué de peu le contrat de fourniture du matériel d'exploitation pétrolière et la construction des pipelines dans un accord de partenariat avec Elf notamment. Pour son soutien au sinistre Charles Taylor<sup>(7)</sup> au Liberia, Bolloré récupère, entre autre, 150 000 ha d'hévéa (préciser date pouvoir Taylor). Les dizaines de milliers de victimes libériennes et sierra-leonaises des seigneurs de la guerre apprécieront. Évidemment, ce ne sont là que quelques-unes des "relations d'affaires" du patron breton puisqu'elles embrassent presque tout l'ancien empire colonial français et même au-delà. Au total, Bolloré, surnommé "le dernier Empereur d'Afrique", en récupérant des spécia-

listes comme Roussin ou Aïm, a mis en place l'un des réseaux françafricains, aux côtés de ceux de Pasqua, Chirac-Foccart, Mitterrand, Bouygues, etc. qui pillent l'Afrique francophone. "Passant d'une exploitation relativement discrète à une captation boulimique, greffée sur les guerres civiles [...], son groupe [ne serait-il pas] devenu le nouveau faux-nez des services secrets en Afrique, à côté ou à la place d'une Elf sur-exposée"<sup>(8)</sup>



## Sarkafrique, mafiafrrique ?

Les amitiés affairistes franco-africaines de Sarkozy (Bouygues et Bolloré), la faible condamnation des errances passées de la Françafrique, la poursuite de relations douteuses avec Bongo et consorts, la tentative de retournement de Hubert Védrine, n'incitent pas à penser que le nouveau président mette un terme à la criminelle politique néo-coloniale de l'état français. Une seule différence peut-être, ses propos atlantistes peuvent augurer de la fin du "syndrome de Fachoda<sup>(9)</sup>", cette défense paranoïaque du "pré carré" français en Afrique contre l'influence anglo-saxonne. L'ère sarkozienne pourrait alors être celle du basculement définitif de la Françafrique à la seule Mafiafrrique, c'est-à-dire l'enrichissement d'une clique réduite, sans patriotisme hallucinant et parfois halluciné<sup>(10)</sup>, même s'il reste encore du boulot de conversion à faire compte tenu de la mentalité d'extrême droite des mercenaires et de nombre de gradés de l'armée française positionnée en Afrique. La nomination de Bernard Kouchner aux affaires étrangères pourraient aussi aller dans ce sens. Le *french doctor* est connu de longue date pour son atlantisme. Quant à l'action humanitaire dont il est le héraut, elle s'accommode trop souvent des dictatures en place au nom de l'urgence. Les populations resteraient les dindons de la farce et les dictatures, parées des oripeaux de fausses démocraties, pourraient encore couler des jours heureux sur la misère de presque toutes.



Loin de ces assassins en col blanc (de luxe) et de leurs mercenaires, barbouze ou bidasses, soutenons les populations qui se révoltent contre l'oppression dictatoriale et l'exploitation impérialiste, aidons à la connexion de ces luttes afin d'empêcher les pouvoirs français et africains de tirer sur les ficelles du racisme pour conserver leur hégémonie comme il l'ont fait au Rwanda, au Kivu, au Biafra, etc. Sur le terrain, des alternatives sérieuses commencent à exister, à la base, comme à Tivaouane près de Thiès au Sénégal<sup>(11)</sup>, le mouvement de lutte en Guinée Conakry était lui aussi porteur d'avenir tout comme le développement d'un syndicalisme alternatif au Burkina-Faso ou au Maghreb, etc. Il n'y a pas de fatalité africaine !

**PAS D'AIDE HUMANITAIRE,  
SOLIDARITE INTERNATIONALE, RIPOSTE SOCIALE.**

(7) Après une guerre civile sanglante, Charles Taylor accède au pouvoir en 1997 et doit l'abandonner en 2003 pour se réfugier au Nigeria. Finalement arrêté en 2006, il est poursuivi pour crime contre l'humanité. La seule répression sous son règne a fait plus de 150 000 victimes au Liberia et il a initié les R.U.F. (Front Révolutionnaire Uni), une milice coupable d'une violence extrême au Sierra Leone voisin.

(8) FX Verschave, *op cit* p.403.

(9) La crise de Fachoda est un incident diplomatique sérieux qui oppose les deux grandes puissances colonialistes, la France et le Royaume-Uni en 1898. Elle a eu pour cadre le poste militaire avancé de Fachoda, au sud de l'Égypte. Fachoda est donc le symbole de la concurrence coloniale et, dans un certain imaginaire collectif français, cette crise reste comme une profonde humiliation infligée par l'archétype d'un Royaume-Uni triomphant et hautain, forcément de mauvaise foi.

## RETOUR SUR LES LUTTES EN GUINÉE.

### 3ÈME GRÈVE GÉNÉRALE EN UN AN

**S**ous la coupe du général Lansana Conté depuis 1984, la population de Guinée-Conakry s'est retrouvée plongée dans la misère par une dictature sanguinaire et corrompue sous les bons auspices de la France depuis les années 1980. Aussi, du 10 janvier au 26 février 2007, la Guinée a-t-elle connu sa 3ème grève générale en un an. Les revendications portaient sur la baisse des prix des produits de base, la hausse des salaires, la lutte contre la corruption. Cette mobilisation a été largement coordonnée par les organisations syndicales guinéennes regroupées en intersyndicale depuis le 5 janvier 2005. Celles-ci semblent avoir eu une réelle crédibilité notamment parce que, regroupant des salariéEs sur une base sociale, elles ne sont pas cadenasées par le régionalisme ou l'affirmation ethnique comme les partis politiques<sup>(1)</sup>. Forts de leur soutien populaire, dès 2004, les syndicats dépassent les questions économiques et sociales pour se placer sur le champ politique en demandant le retrait d'un Lansana Conté vieillissant et malade ainsi que de nouvelles élections législatives puis la désignation d'un premier ministre issu de la nouvelle majorité, dont dépendrait le pouvoir exécutif et non plus du président honni.

Pour sortir de la crise précédente, ces syndicats (peut-être apeurés à l'idée de perdre le contrôle de la révolte populaire) avaient obtenu la promesse d'un gouvernement d'union nationale. Une fois la paix revenue, Lansana Conté s'est évidemment empressé de ne pas respecter ses promesses, d'où la dernière grève. Après les répressions très dures des deux précédentes, il avait déclaré : « Je vous tuerai tous » aux syndicalistes qui l'ont forcé à promettre la nomination d'un nouveau Premier Ministre. La répression a alors fait bien plus que les 113 mortEs (et encore plus de blesséEs) annoncéEs dans les médias occidentaux. Nombre de syndicalistes, de journalistes et d'autres individuEs ont été arrêtéEs et torturéEs par les forces de l'État dont la garde présidentielle<sup>(2)</sup>, les sinistres bérets rouges dirigés par le propre fils du général président.

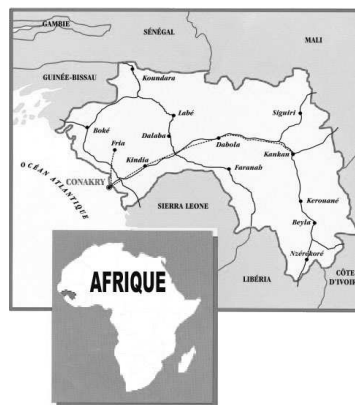
Cependant, face à la mobilisation populaire, le dictateur a dû se résoudre à nommer un 1er ministre qui ne soit pas issu de son sérail : Lansana Kouyabé, ancien fonctionnaire de l'ONU et de la CEDEAO. Les syndicats pouvaient mettre fin à la grève générale le 26 février. Depuis pourtant, la situation sociale des GuinéenNEs ne s'est guère améliorée et depuis le début du mois de mai les habitantEs de Conakry doivent subir les actes de pillage et de vandalisme des soldats qui n'ont rien trouvé de mieux pour montrer leur grogne contre leurs officiers.

A l'occasion de cette révolte guinéenne, nous avons pu voir que l'agglomération lilloise n'a pas été en reste quant au soutien aux insurgéEs, notamment autour des sans papierEs organiséEs. En effet, l'immigration guinéenne dans la région est l'une des plus importantes en France.

(1) Sur le syndicalisme en Guinée, lire l'interview du 26 février 2007 de Mariana Penda Diallo, syndicaliste de l'USTG dans la revue *Mouvements*. Le propos enthousiaste est cependant à nuancer.

(2) La Guinée-Bissau voisine aurait envoyé des troupes, déguisées en bérets rouges, filer un coup de main à Lansana.

## LA GUINÉE, UN PARCOURS CHAOTIQUE EN FRANÇAIFRIQUE<sup>(1)</sup>



**L**ors des indépendances des colonies africaines organisées par De Gaulle et Foccart en 1958, la Guinée, derrière Sekou Touré est le seul pays de l'ex AOF à refuser l'ingérence de la France en n'adhérant pas à la Communauté franco-africaine. Inspiré par le panafricanisme anticolonialiste du ghanéen Nkrumah,

l'ancien syndicaliste et premier président guinéen a tout fait pour échapper au contrôle des réseaux Foccart, au point de choisir l'alliance soviétique dans le contexte de la guerre froide. Les multiples complots menés par Foccart et les délires stalinien ont eu raison de l'indépendance de Sékou Touré tout en le poussant dans une folie dictatoriale et sanguinaire. Ainsi, le discours anticolonialiste se double d'une répression féroce. Le symbole de l'atrocité est le camp Boiro, l'un des camps de détention illégale, où l'on torture allégrement selon des méthodes importées de l'URSS.

### Le retour dans le giron foccartien.

Sur la fin de sa vie, Sékou Touré renoue avec la France et avec Jacques Foccart. Après sa mort en 1984, son aide de camp, le général Lansana Conté, prend le pouvoir après un coup d'état. Il ne l'a plus quitté depuis avec le soutien bienveillant de la Mitterrandie et de la Chiraquie malgré un discours régulièrement mais faussement francophobe, puisque sa garde personnelle est encadrée par des militaires français. Quant à la répression, elle continue à s'abattre sur les

(1) Lire FX Verschave « Si la Guinée m'était Conté » in *Noir Silence*, pp.216-222, 2000, les Arènes.



GuinéenNEs. Le camp de Boiro reste ouvert, il change juste de nom, les méthodes barbares demeurent.

Preuve de son soutien, la France fournit le matériel anti-émeutes qui a servi à réprimer les manifestantEs du mouvement de janvier-février 2007. Quand, à partir des années 1990, Lansana a dû concéder le multipartisme, il s'est maintenu au pouvoir par la fraude électorale voire en emprisonnant avant le 2ème tour son principal rival : Alpha Condé. Cela lui vaut des critiques internationales plus ou moins timides mais un soutien inconditionnel de la France. A cette occasion, Chirac, sans gêne, déclare que les GuinéenNEs « ont pu librement exprimer leur choix lors des scrutins qui, peu à peu, enrachent la démocratie en Guinée. ». Face à la crise récente, la France a tout fait pour repousser une « ingérence » extérieure afin de laisser Lansana lacérer dans le sang la Guinée. Selon *Le Monde* du 15 février 2007, la France aurait même envisagé d'envoyer un navire militaire de débarquement en Guinée.

Pour son aide, le "débitteur" français exige un retour. La Guinée participe donc en 1998 à une coalition sénégal-française pour restaurer le dictateur de Guinée Bissau Nino Vieira, menacé par sa propre armée(2). La Guinée est aussi impliquée dans le soutien au seigneur de la guerre libérien Charles Taylor, au boucher congolais Sassou Nguesso et aux opérations de financement, comme le trafic de drogue. Ces différentes opérations poussent environs 700 000 réfugiéEs du Liberia, de Sierra Leone, de Guinée Bissau à se réfugier en Guinée. Faute d'aides sérieuses de la Françafrique, la misère des populations es est encore augmenter.

### Un soutien français au service de l'exploitation de la Guinée

La Guinée est riche en diamants, uranium et est au 1er rang mondial pour ses réserves de bauxite dont elle est le 2ème producteur. Notons qu'il y a relance de l'exploitation du minerai de fer du mont Nimba à la frontière avec la Côte d'Ivoire et le Liberia. Ce projet est lancé en pleine « guerre civile » libérienne suite aux travaux du BRGM (Bureau de Recherche Géologique et Minière), un institut français très branché sur les services secrets. Le projet vise ainsi, entre autre, à apporter des fonds, une fois de plus, à Charles Taylor puisque c'est par les installations portuaires du Liberia que doivent transiter les exportations. Le fer est exploité par un consortium réunissant notamment l'américain Enron (celui des fraudes, des complots, etc. révélés en 2001), le japonais Marubeni (la Chiraquie entretient d'ailleurs des liens forts avec l'état Japonais, l'extrême droite et la mafia nippones et les réseaux Chirac profitent largement du détournement de l'aide médicale japonaise à l'Afrique(3)) et la

Compagnie guinéenne, avec la Banque Mondiale. Les profits considérables de cette exploitation vont aux compagnies exploitantes et au clan présidentiel, rien n'est consacré au pays et à ses habitantEs, qui vivent dans le plus misérable des dénuements. Enfin, précisons que 20% des importations de la Guinée proviennent de l'ex métropole et en pleine crise politique en 1998-1999, Chirac, qui vient assurer Lansana du soutien de la France, consolide des contrats pour Bouygues.

(2) lequel renvoie l'ascenseur en prêtant des troupes filer un coup de main lors de la répression du mouvement social de début 2007, voir l'article : retour sur les luttes en Guinée-Conakry ».

(3) FX Verschave, *Noir Chirac*, pp.197-199, 2002, Les Arènes.

## EN BREF

★ **Tomasi Kulimoetoke II**, roi de Wallis et Futuna est mort le 7 mai après 48 ans de règne. Il s'était distingué en 2005 pour avoir demandé le départ de Wallis du territoire français afin de protéger de la justice française son petit-fils, condamné pour homicide après un accident de voiture en état d'ébriété, et réfugié dans son palais royal. Ah la saga des familles royales !

★ **Huit universitaires ont annoncé mi-mai leur démission de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration**, établissement qui doit ouvrir ses portes en 2007 à Paris. Leurs études s'attachaient à compiler et mettre en valeur les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, notamment depuis le XIXe siècle et contribuer ainsi à "la reconnaissance des parcours d'intégration des populations immigrées dans la société française et faire évoluer les regards et les mentalités sur l'immigration en France". Tâches qu'ils jugent incompatibles avec l'association "honteuse" de l'immigration et de l'"identité nationale" dans le nouveau ministère crée par Sarkozy. Ils entendent ainsi protester contre le retour d'un nationalisme institutionnalisé qui se définit par opposition aux populations d'origines étrangères.

★ **Le "DIY ou la Mort"**. Enfin sortie la compilation historique mais pas exhaustive de l'Anarcho Punk de l'Hexagone des années 80' à aujourd'hui. 2 CDs regroupant une quarantaine de groupes pour se remplir les oreilles et un gros livret pour se remplir les mirettes. Complètement auto-produit par la Fédération Anarcho Punk (APF) et disponible pour 8\$ sur les tables de presse et à la distro' du CCL. <http://apfdiy.free.fr/>

**CHAQUE VENDREDI 20H**

**LA VOIX SANS MAÎTRE**

**L'ÉMISSION DU CCL ET DU GDALE SUR RADIO CAMPLUS (106,6 MHz).**

## RIPOSTE AUX POLITIQUES ANTISOCIALES

### Apero

sous forme d'auberge espagnole. Ramène à manger et à boire.

### Projection

du documentaire "Charbons ardents" de Jean-Michel Carré (2000), 90min.

A une époque où tout le monde pense que le tandem Thatcher Major a gagné la guerre économique en Grande Bretagne, une bande de mineurs décide d'utiliser leurs économies pour racheter la mine qui les a virés et la gérer eux-mêmes...

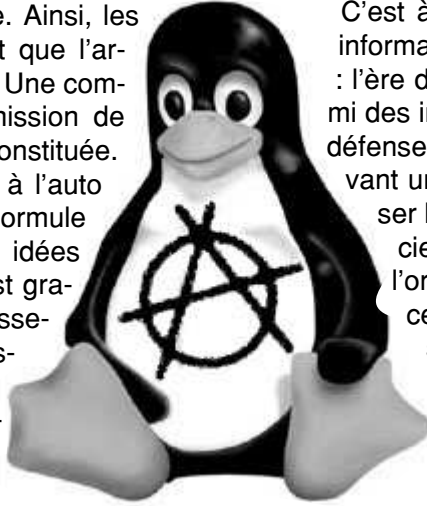
**Mercredi 13 JUIN - 19h30**  
**CCL, 4 rue de Colmar**

**Groupe D'Anarchistes De Lille et Environs**



## ANTI-CAPITALISME OU ALTER CAPITALISME ?

**L**e Wiki (du hawaïen *wikiwiki* qui signifie rapide) est un type de programme qui, sur un site Internet, permet à chaque utilisateur de modifier librement le contenu des pages. De cette invention s'est créée l'encyclopédie *Wikipedia*. Devenue maintenant très populaire et utilisée notamment pour les articles de *La Sociale*®, cette encyclopédie est gérée de façon coopérative par l'ensemble des membres de la communauté. Chacun peut dans un article en modifier le contenu ou afficher un taux de validité de l'article. Ainsi, les autres utilisateurs sont au courant que l'article marqué peut susciter le doute. Une commission de contrôle qui a pour mission de vérifier les articles est également constituée. Le tout est tout de même soumis à l'auto-régulation et le succès de cette formule est une petite victoire pour nos idées d'autant plus que le programme est gratuit. Le wiki permet donc l'investissement de tous et toutes, l'apprentissage de la responsabilité collective mais aussi la vivacité du programme, sa rénovation en théorie permanente.



Une multitude de « wiki » se sont créés parallèlement comme *anarchopedia* ou encore *wikibéral* (libertarien, anarcho-capitaliste).

La formule n'est certes pas infaillible : il est possible de saboter les pages en y inscrivant n'importe quoi sans garantie que le contenu soit changé dans la demi-heure, cependant il existe une sauvegarde des anciennes données et la facilité qu'il y a à restaurer une page risque de décourager rapidement les troubles fêtes.

**Le logiciel libre** correspond au *free software* en anglais. *Free* signifie libre ou gratuit. Ce type de logiciel que l'on oppose au logiciel propriétaire rend possible la libre exécution, copie, distribution, étude, modification et amélioration du programme. Ces « options » correspondent à quatre libertés fondamentales :

- La liberté d'exécuter le programme, pour tous les usages (liberté 0).
- La liberté d'étudier le fonctionnement du programme, et de l'adapter à vos besoins (liberté 1). (l'accès au code source est une condition requise).
- La liberté de redistribuer des copies, donc d'aider votre voisin-e, (liberté 2).
- La liberté d'améliorer le programme et de publier vos améliorations, pour en faire profiter toute la communauté (liberté 3). (l'accès au code source est également une condition requise).

Tout cela est permis par ce que l'on appelle une licence libre. C'est Richard Stallman qui a concrétisé le projet logiciel libre au début des années 80 et l'a popularisé avec la

*Free Software foundation* (FSF).

Jusqu'à dans les années 70, la notion de propriété est très relative en ce qui concerne les logiciels. Au contraire, des groupements d'utilisateurs étaient couramment formés pour l'échange de savoir et la modification collective des logiciels. Les fabricants soutenaient ces initiatives car le logiciel ne constituait pas encore une source de revenu et donc encore moins un marché stable.

C'est à la fin de la décennie 70 que l'industrie micro-informatique se développe et instaure une nouvelle ère : l'ère du logiciel propriétaire. Notre humaniste et ennemi des inégalités préféré : Bill Gates, est l'un des grands défenseurs de ce nouveau marché et s'illustre en écrivant une lettre ouverte aux hobbyistes appelant à cesser le copiage « illicite » des programmes. Les logiciels constituent peu à peu un marché alternatif à l'ordinateur et se vendent directement exécutables ce qui rend évidemment la chose moins intéressante mais bien plus rentable. L'acheteur se trouve ainsi lié au producteur, à son bon vouloir et aux améliorations qu'il daigne partager. L'histoire de Microsoft notamment se résume assez simplement avec ces logiques-là.

C'est donc dans les années 80 que Richard Stallman, qui travaille au laboratoire d'intelligence artificielle du MIT (*Massachusetts Institute of Technology*), observe ce changement qui de son point de vue est assez burlesque : lui et ses collègues vont créer des logiciels qui ne pourront plus s'échanger ensuite.

De là se crée la *Free Software Foundation* et la mise en place d'une licence libre ou *copyleft*. L'intérêt de la chose est que cette licence déposée permet l'échange, l'amélioration etc... mais surtout l'impossibilité de rendre le logiciel moins libre en le redistribuant. Exit donc les mastodontes bouffeurs de fric. C'est le principe de l'*open source* qui garantit cette liberté face aux vendeurs de toutes espèces : il permet l'accès à ce que l'on appelle le code source, code qui constitue en gros l'ADN du programme.



Une agence d'actualités par pour et au sujet des anars

Dans la lutte pour une société libre, on édite des infos et des textes en plusieurs langues, en couvrant, ainsi, de nombreuses thématiques.

Celles-ci comprennent les luttes de classes, écologistes, antipatriarcales et anti-impérialistes, ainsi qu'une opposition ferme au racisme, au sexisme et à l'homophobie.

Les listes A-Infos sont autogérées démocratiquement par un collectif organisateur international.

<http://www.ainfos.ca/fr/>

A nous donc les logiciels génétiquement modifiés... C'est cela qui permet d'adapter le logiciel aux besoins individuels. Petit bémol : c'est la FSF et le projet Debian qui sont les uniques médiateurs et garants de la validité de chaque licence libre. La FSF précise que la confusion de sens avec le mot free n'est pas à faire : la gratuité n'est pas garantie avec le logiciel libre et certains noms de logiciels sont déposés comme Linux, Mozilla, Apache...) Debian accepte cependant que les versions modifiées changent de nom.



Mais qu'importe, l'initiative free software a créé un effet papillon : grâce à la gestion et la création coopérative et communautaire des logiciels gratuits, il est difficilement concevable que le logiciel libre puisse être totalement récupéré par les industries mercantiles. Un autre point important qui garanti l'indépendance des logiciels est le principe de l'interopérabilité. C'est ce qui assure la compatibilité des formats et des logiciels sur tous les ordinateurs. On comprend que Microsoft n'apprécie pas la chose...

### **Il est légitime de se demander pourquoi de telles initiatives et pourquoi une telle réussite.**

La vérité semble être que la création de logiciels libres est un tremplin en or pour être embauché dans les grosses compagnies par la suite ou se faire une réputation divine auprès des mordus du langage binaire (cf : Linus Torvalds). Les développeurs et utilisateurs aiment pourtant à préciser qu'ils sont indépendants et que leurs motivations sont liées à des conceptions politiques très différentes. Richard Stallman adopte une position assez partisane : il considère que le droit d'auteur en empêchant l'entraide par la copie ou l'optimisation et en privilégiant l'auteur aux dépens du monde entier est « nuisible pour la société ». D'autres soulignent tout simplement l'efficacité du système coopératif par rapport aux autres modèles. Plus cette « coopérative » est nombreuse, plus les garanties sont optimisées : sécurité, expertise, amélioration rapide... Tout est de plus basé sur le bénévolat, ce qui ne semble pas poser problème car chacun y a ses intérêts et travaille pour soi et la communauté. Il n'y a peut-être pas de quoi crier au communisme libertaire mais l'initiative est tout de même plaisante.

L'un des éléments fondamentaux qui a permis la diffusion à très grande échelle, au point que beaucoup de personnes, même étrangères au milieu informatique, se sont « mis à la page » et rejettent même quelque fois les gros vendeurs est la gratuité. La rareté voire l'inexistence de la gratuité dans le système capitaliste rend la chose d'autant plus attrayante. Le principe de consommation est exclu de ce monde du libre qui il faut l'avouer effleure du doigt certains de nos principes les plus chers : la libre et égalitaire disposition de la production, du savoir... et le rejet des principes propriétaires et capitalistes.

Il s'agit de points intéressants si l'on imagine les progrès que cela engendre dans les écoles : la possibilité pour

les enfants de ramener le logiciel sur lequel ils travaillent à l'école chez eux, l'indépendance vis à vis des systèmes de fonctionnement particuliers c'est à dire le non formatage de l'élève à un logiciel précis... Autant d'éléments très « utiles » mais qui ne résolvent pas la question des inégalités par rapport à l'accessibilité au matériel informatique. Pour cela il nous faudra quand même une bonne petite révolution sociale.

Tout cela permet de placer nos espoirs dans ce phénomène de société, en effet, le développement du logiciel libre est mondial et l'on peut voir des rassemblements comme les Rencontre Africaines du Logiciel Libre (RALL) se tenir où se présentent également des délégations d'Amérique du sud ou d'Asie ce qui pose les bases d'une union mondiale. Mais il faut cependant bien avouer que même pour ceux qui ont un ordinateur (1 foyer sur 2 en France), il s'agit encore d'une liberté toute relative : Des sociétés comme Ubuntu sont privées et c'est souvent dans le service, les liens et la publicité qu'il y trouvent la possibilité de faire du fric. Dans les entreprises, le service peut néanmoins permettre d'adapter le logiciel aux besoins particuliers lorsqu'elles ne font pas appel aux utilisateurs sur les forums, démarche qui elle ne coûte rien.

Mais le téléchargement de logiciels libres accompagne le développement de l'ADSL et les simples utilisateurs n'en sont pas tous équipés. Demandons-nous par qui sont fabriqués les ordinateurs ? Qui tient les pourvoyeurs d'accès Internet ? Certes des initiatives voient le jour pour ce qui est des hébergeurs associatifs (l'autre.net) mais nous restons encore bien dépendants de la grosse industrie informatique qui même avec les logiciels propriétaires continue de faire des profits. La gratuité des logiciels pourrait bien les inciter à augmenter les prix d'autres équipements, car il ne faut pas se leurrer : l'industrie se recyclera.

Rêvons donc de coopératives de constructions de micro-ordinateurs indépendantes et de gratuité des machines, là peut-être se profilera un début d'indépendance face aux capitalistes.

## **LE LIBRE DANS LA RÉGION**

★ Ateliers au Hangar Occupé (43 rue jardin des plantes à Moulin métro : Pte de Douai) les mercredi 18h-20h pour initiation à l'installation de Linux, constitutions de matériel avec de la récup', distribution de logiciels libres...

★ Le 7 juin au CCL soirée de soutien à Indymédia Lille (bouffe - atelier anonymat sur internet - proj'-discussion)

★ Apéros Spip de la communauté d'utilisateur-trice-s de ce logiciel de création de sites web.

★ Accès internet à prix libre les lundi, mercredi et samedi (15-18h) au CCL

★ Du 10 au 14 juillet 2007 à Amiens se tiennent les 8e rencontres mondiales du logiciel libre.

## COMMUNIQUÉ DU COLLECTIF INDYMEDIA LILLE AVANT LE PROCÈS DU 14 JUIN

Le 14 juin 2007, un ancien membre du collectif indymédia Lille est convoqué devant le tribunal correctionnel de Boulogne sur mer. Il répondra du chef d'inculpation de diffamation publique envers une administration ou un corps de fonctionnaires (en l'occurrence des fonctionnaires de police ayant participé le 23 juin 2004 à l'interpellation de réfugié-e-s dans la zone portuaire de Calais). Ces plaintes furent déposées par la "direction zonale nord CRS" et par le ministre de l'intérieur de l'époque, Dominique de Villepin.

Cette personne est inculpée au motif de la loi sur la liberté de la presse ( ! ) de 1881: dans le cadre d'un délit de presse, la justice s'attaque à une personne qu'elle considère comme directeur de la publication du site internet d'indymedia Lille.

Cette accusation est d'autant plus grotesque que le site internet du collectif indymedia Lille fonctionne sur le principe de la publication ouverte. N'importe qui est en droit de proposer des articles, qui sont relus par les membres du collectif. Le collectif décide alors de publier ou non ces articles en fonction de la charte qui définit les cadres de la politique éditoriale du site (à l'adresse suivante : <http://lille.indymedia.org/spip.php...> ).

En inculquant une personne, la justice refuse de reconnaître le fonctionnement horizontal du collectif et essaie de plaquer ses schémas hiérarchiques, ceci dans le but de réprimer un site internet d'information alternative qui refuse les logiques des médias de masse (sélection et formatage de l'information en fonction d'impératifs commerciaux et politiques), et qui fait partie d'un réseau comptant plus de 170 collectifs à travers le monde. Le réseau indymedia est un véritable contre-pouvoir médiatique, et c'est à cela que la police et la justice essaient de s'attaquer.

Les articles incriminés par la justice ont été publiés sur notre site fin juin 2004, suite à des rafles policières visant les réfugié-e-s de Calais. Il s'agissait pour les autorités, 6 mois après la fermeture très médiatique du "centre d'hébergement" de Sangatte, de faire croire que le problème des réfugié-e-s dans le Calaisis était réglé.

En juin 2004 comme aujourd'hui, ce problème n'est pas réglé. De très nombreuses personnes ayant quitté leur pays survivent dans des conditions ignobles dans le Calaisis en attendant de parvenir à traverser la Manche par n'importe quel moyen. En l'absence d'un accueil acceptable, tant du point de vue légal qu'humanitaire, ce sont des militant-e-s qui sont au quotidien sur le terrain pour aider les réfugié-e-s à survivre, et pour veiller à ce que les forces de police, qui ont pour tâche de rendre invisibles ces réfugié-e-s, n'abusent pas de leur pouvoir.

Evidemment, ce travail de vigilance gêne les "forces de l'ordre" dans leurs activités. En plus d'essayer, par des procédures judiciaires et diverses tentatives d'intimidation, de décourager le travail de terrain des militant-e-s du Calaisis, la police et la justice s'attaquent aujourd'hui au site du collectif indymedia Lille, qui se fait le relais de leurs luttes et de la situation des réfugié-e-s dans le secteur. Ce procès vise donc à intimider et/ou faire taire un média alternatif traitant de ce sujet, et illustre également une volonté de faire silence sur ces hommes et femmes, et sur les violences des politiques "de gestion migratoire des pays du nord".

Le collectif Indymedia Lille soutient totalement la personne inculpée, ancienne membre du collectif. Il appelle également chacun-e à diffuser à l'occasion de ce procès et par la suite le maximum d'informations au sujet de la situation des réfugié-e-s du Calaisis et d'ailleurs!

Le collectif Indymedia Lille organise une soirée de soutien et d'information le jeudi 7 juin (programme). Plusieurs soirées d'information sur le procès et la situation calaisienne sont organisées un peu partout,

**Résistons et agissons pour une information libre et insoumise et pour la liberté de circulation et d'installation !**

infos complémentaires sur ce procès sur le site : <http://lille.indymedia.org>

## EN BREF

★ **Perquisition sur des serveurs de l'anti-G8** : Le 9 mai 2007, de 8h à 17h, le serveur de [so36.net](http://so36.net), a été la cible d'une perquisition par des officiers de la police allemande. Au moins le contenu des boîtes mails, listes de discussion et des sites web hébergés a été copié.

Basé à Berlin, [so36.net](http://so36.net) est un fournisseur de services Internet indépendant, non-commercial, sans pub et politiquement engagé. Des membres de l'équipe de Globenet et de celle de l'équipe de [so36](http://so36.net) (ainsi que celle d'autres serveurs similaires) ont d'ailleurs pu se rencontrer à l'occasion de la conférence de l'Action Mondiale des Peuples l'été dernier.

Les perquisitions de cette matinée du 9 mai 2007 (de) ont ciblé de nombreuses structures impliquées dans la préparation du contre sommet du G8, prévu du 1er au 9 juin 2007, dont [so36](http://so36.net). Ces saisies policières ont été faites en invoquant l'article 129a du code pénal allemand (formation d'une coalition terroriste) qui donne les pleins pouvoirs à la police pour saisir matériels et données.

La loi du 24 janvier 2006 contre le terrorisme, l'équivalent français, présentée par un ministre devenu depuis président, pourrait permettre à la police de prendre des mesures semblables pour réprimer l'agitation sociale en cours. Mesures qui pourraient donc menacer les serveurs de Globenet et de No-log...

Il nous apparaît important de développer des solidarités entre utilisateur-ice-s de tous ces serveurs « à risque ». Nous vous tiendrons informé-e-s des possibilités de faire vivre concrètement cette solidarité dans les prochains temps.

[lille.indymedia.org](http://lille.indymedia.org)



**publiez !**

Indymedia Lille est un centre de média indépendant et un site d'information en publication ouverte sur les luttes sociales

**Agissez ! Soyez le média !**

<http://lille.indymedia.org>  
contact : [imc.lille@no-log.org](mailto:imc.lille@no-log.org)



## UN PAVÉ DANS LA MAIN : QUATRE MOIS FERME

Romain a été arrêté lors des manifestations du 6 mai place de la Bastille. Il est condamné à 4 mois de prison ferme pour « tentatives de violences volontaires ». On l'accuse d'avoir lancé un pavé. Il se rend à Bastille pour exprimer pacifiquement sa déception face aux résultats de l'élection présidentielle. La manifestation dégénère et Romain souhaite rentrer chez lui. Mais tous les accès menant à son domicile près de l'Hôtel de ville sont bloqués par des cordons de CRS. Il est interpellé avec un pavé dans la main, un souvenir idiot de la soirée. Plaqué à terre violemment avec un pied policier écrasant son visage et ses lunettes contre une plaque d'égout, il garde encore aujourd'hui des séquelles liées à son arrestation. Un policier en civil déclarera l'avoir vu envoyer trois pavés (sans savoir si ces pavés ont atteint les gendarmes), ce que Romain conteste, appuyé par plusieurs témoins. Le 9 mai, il est jugé en comparution immédiate après une garde à vue de plus de 48h. Dans l'attente de la comparution, il passe la journée au dépôt du tribunal. Il est mala-

de : les gaz lacrymogènes et ses conditions de détention ont réveillé son asthme. Il est sous-alimenté : on ne lui a donné qu'une compote en 24 heures. Il est exténué : il n'a pu « dormir » que quelques heures, roulé en boule à côté des toilettes d'une cellule partagée avec 6 prévenus. C'est dans cet état d'épuisement que Romain se présente à la barre. Son avocat, commis d'office, omet de l'informer de la possibilité d'un report du jugement. Il lui conseille de faire profil bas. Romain s'excuse ainsi pour des faits qu'il n'a pas commis. Les témoins ne seront pas entendus. Le jugement est rapide : quatre mois de prison ferme. Romain part à Fleury-Mérogis. Le dossier n°12 est traité. Romain n'a pas fait appel de cette décision car la procédure est trop longue par rapport à la durée de sa peine. Etant donné le contexte actuel, ses chances d'être remis en liberté avant la tenue de son nouveau procès ont été jugées trop faibles par son nouvel avocat.

Plus d'infos avec le "Collectif 4 Mois Ferme" : quatre.mois@gmail.com

## AGENDA

★ **jeudi 7 juin : soirée de soutien au collectif indymedia Lille** une semaine avant le procès. 19h30 bouffe + atelier anonymat sur internet - 20h30 projection/discussion avec film au choix. Prix libre

★ **Vendredi 8 Juin 20H30 à l'Univers : Projection : L'eau et le ciment.** Docu de M. Plumecocq. 16 rue Danton - Metro Porte de Valenciennes Prix libre

★ **Samedi 9 juin de 10h à 13h à l'Univers : Atelier autour du tissage** en lien avec les questions de racisme, sexisme et classes sociales

★ **samedi 9 juin, 19h : projection de documentaires de vidéastes indépendants sur les événements d'Oaxaca, à l'Univers - org :** Colores Latino Americanos. 2\$

★ **mercredi 13 juin, 19h30 : apéro GDALE Riposte aux politiques antisociales** avec le film "Charbons Ardents" de J.-M. Carré (des mineurs rachètent et gèrent eux-mêmes la mine qui les a virés. Entrée libre, au CCL.

★ **samedi 16 juin, 14h30, Grand Place : Manif Un Toit c'est un Droit - Descendons dans la rue avant qu'on nous y jette !**

★ **Tous les mercredi, 18h, pl. de la République à Lille : Rassemblement hebdomadaire des sans-papier-e-s.**



## OÙ NOUS RETROUVER ?



**Vous pouvez rencontrer le Groupe D'Anarchistes de Lille et Environs :**

- **le mercredi : 12h30-14h, table de presse dans le Hall de l'Université de Lille III.**
- **le vendredi : 20h-21h, écoutez La Voix sans Maître, émission du GDALE et du Centre Culturel Libertaire sur Radio Campus - 106,6FM.**
- **tous les 1er mercredi du mois lors d'un apéro au centre culturel libertaire à 19h30**

Notre adresse : GDALE, c/o CCL, 4 rue de Colmar, 59000 Lille.

e-mail : [1groupeanarlille@no-log.org](mailto:1groupeanarlille@no-log.org).

Retrouvez-nous également sur <http://lille.cybertaria.org>

Feuille d'information rédigée collectivement et publiée par le Groupe D'Anarchistes LilloisEs.

PRIX LIBRE

Envoi gratuit sur demande. Anciens numéros disponibles au CCL et en ligne sur <http://lille.cybertaria.org>

Imprimée par nos soins.

Abonnement de soutien 1 an -10 euros. Chèques à l'ordre de C.E.G.